

PREFET DU LOIRET

Orléans, le 11 septembre 2018

Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du
Logement Centre-Val de Loire

Unité départementale du Loiret

Service coordonnateur de l'instruction

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES AU PREFET
RENOUVELLEMENT/EXTENSION de la CARRIERE CRAMBES
sur la commune de DADONVILLE**

Par lettre déposée en Direction Départementale de la Protection des Populations du Loiret le 9 janvier 2018, Monsieur VIARD, agissant en qualité de Président de la Société S.A.S CRAMBES, a sollicité une autorisation environnementale pour le renouvellement et l'extension de la carrière qu'il exploite actuellement sur le territoire de la commune de Dadonville.

À cet effet, une demande, à laquelle ont été annexées une étude d'impact comportant des études hydrogéologique, paysagère, acoustique et faunistique, une étude de dangers et une note de présentation non technique, a été déposée le 9 janvier 2018.

Suite au courrier du 19 février 2018 de l'inspection des installations classées, notifiant au pétitionnaire le caractère incomplet et irrégulier de son dossier, une version consolidée du dossier de demande d'autorisation environnementale a été déposée à la direction départementale de la protection des populations du Loiret le 11 avril 2018. Le dossier de demande ainsi complété a été reconnu formellement régulier par l'inspection des installations classées le 26 avril 2018.

1.OBJET DE LA DEMANDE

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation environnementale prévue par l'article L. 181-1 du code de l'environnement.

Cette demande porte sur les procédures suivantes :

- autorisation d'exploiter au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ;
- autorisation d'exploiter au titre des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) ;

1.1. Situation de l'établissement au regard de la législation des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévue à l'article L. 512-1 du code de l'environnement et du régime de l'enregistrement prévu à l'article L.521-7 du même code, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

	Rubrique	Alinéa	AS,A,E,	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
--	----------	--------	---------	-----------------------------------	-----------------

			D,NC		
Installations autorisées	2510	1	A	Exploitation de carrière	220 000 t/an maximum Périmètre d'autorisation : 67,9 ha
	2515	a	A	Installation de traitement de produits minéraux	Installation de concassage/criblage et lavage d'une puissance de 580 kW.
	2517	1	E	Station de transit de produits minéraux	Surface supérieure à 10 000 m²

AS Autorisation – Servitudes d'utilité publique
A-SB Autorisation – Seuil Bas de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000
A Autorisation
E Enregistrement
D Déclaration
NC Installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A, ou AS, ou A-SB

1.2. Situation de l'établissement au regard de la législation des Installations, Ouvrages, Travaux et Aménagements (loi sur l'Eau)

Les installations projetées relèvent des régimes prévus à l'article L.214-3 du code de l'environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous.

	Rubrique	Régime (A, D, NC)	Libellé de la rubrique (opération)	Critère de classement	Nature de l'installation
Installations autorisées	1.3.1.0	A	À l'exception des prélèvements faisant l'objet d'une convention avec l'attributaire du débit affecté prévu par l'article L. 214-9, ouvrages, installations, travaux permettant un prélèvement total d'eau dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative instituées, notamment au titre de l'article L. 211-2, ont prévu l'abaissement des seuils	Capacité supérieure ou égale à 8 m³/h	Capacité de pompage de 30 m³/h
	2.1.5.0	A	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol	surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet : Supérieure ou égale à 20 ha	Surface de 67,9 ha
	1.1.2.0	D	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé	Volume total prélevé étant supérieur à 10 000 m³/an mais inférieur à 200 000 m³/an	Besoin en eau de 52 000 m³/an

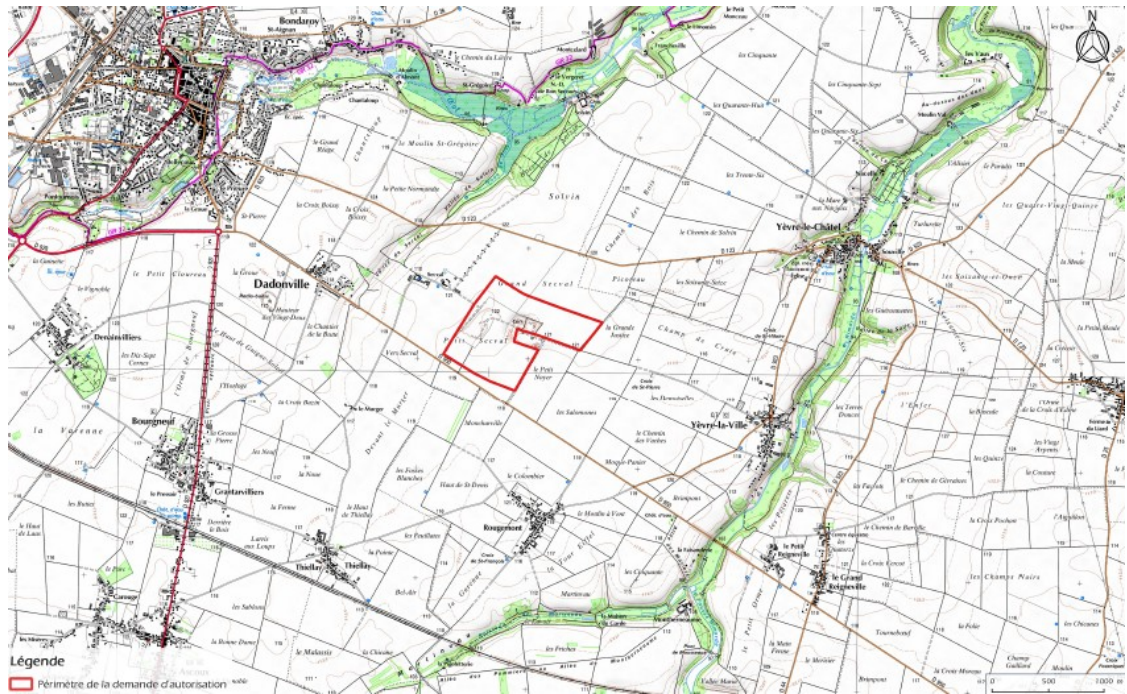
A Autorisation
D Déclaration
NC Installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime

1.3. Description de la carrière actuelle et historique administratif

La société N. CRAMBES S.A.S. exploite actuellement une carrière de roches massives aux lieux-dits « Petit Secval » et « Grand Secval », sur la commune de Dadonville dans le département du Loiret.

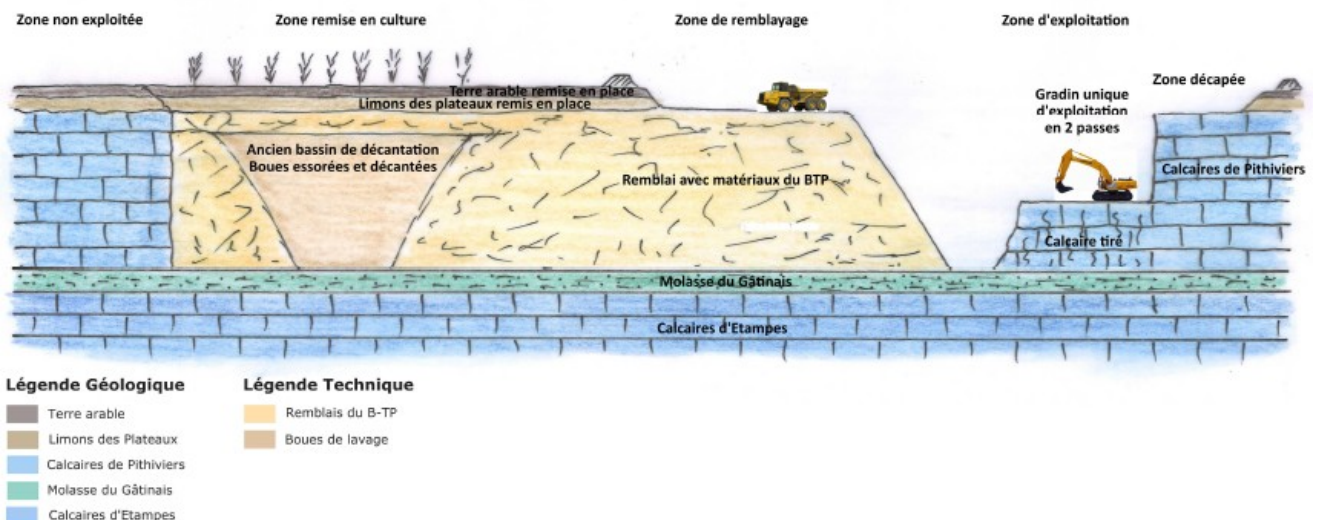
Cette carrière à ciel ouvert de calcaire de Pithiviers a été autorisée au profit de la société SAVIA, filiale de la société N. CRAMBES S.A.S., par l'arrêté préfectoral du 28 juin 2002 pour une durée de 15 ans sur une surface de 44 ha 10 a, et pour une production moyenne de 187 000 tonnes par an et une production maximale de 220 000 tonnes par an. L'autorisation initiale a été accordée à la société CRAMBES S.A. par l'arrêté préfectoral du 11 décembre 1991. La société SAVIA a été absorbée par la SAS N. CRAMBES le 1er janvier 2014.

L'arrêté préfectoral de 2002 est arrivé à échéance le 27 juin 2017. La commune de Dadonville s'étant dotée d'un nouveau PLU, lequel n'avait pas pris en compte la possibilité de prolongation de l'autorisation d'exploiter, la demande de renouvellement et d'extension de l'autorisation d'exploiter n'a pas pu être produite avant le 27 juin 2017. Une prorogation d'une durée de 18 mois de l'autorisation d'exploiter a été accordée par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2017.



La carrière de Secval est une exploitation de roches massives calcaires. L'exploitation est conduite en dent creuse selon les phases suivantes :

- **La phase de découverte** (phase ponctuelle) : décapage de la terre de découverte à l'aide d'une pelle mécanique et de dumpers (la terre végétale et le limon des plateaux sont stockés séparément en vue de leur réutilisation lors du réaménagement coordonné du site) ;
- **La phase d'extraction par abattage d'un seul front haut de 9 à 10 mètres** : les matériaux sont abattus par tirs de mine puis repris en deux passes de 4,5 à 5 m à la pelle mécanique et acheminés par un cycle permanent de dumper jusqu'à la trémie d'alimentation de l'installation de traitement ;
- **La phase de traitement des matériaux** : chargement des matériaux au poste primaire (scalpage/concassage par un concasseur primaire à mâchoire) puis à l'installation de traitement (criblage humide/lavage/cyclonage) ;
- **La phase de stockage** : Les produits sont stockés en tas au pied des convoyeurs et repris par dumper pour être mis en dépôt sur les plates-formes aménagées à cet effet. Les graves non traitées (matériaux de granulométrie 0 – D) sont stockées par couches obliques régaliées par chargeur pour limiter les phénomènes de ségrégation ;
- **Le réaménagement** à l'avancement des zones exploitées par remblayage à l'aide des stériles de l'exploitation (boues de lavage et stériles) et de matériaux inertes provenant du BTP. En fin de réaménagement, les terres de décapage (limons des plateaux) et l'horizon humifère sont remis en place et les terrains remis en culture.



1.4. Présentation de la demande

La société N. CRAMBES S.A.S. demande le renouvellement de l'autorisation d'exploiter pour une durée de 15 ans sur une superficie de 42,7 hectares de l'autorisation accordée en 2002, et l'extension de l'autorisation d'exploiter sur une superficie de 25,2 hectares supplémentaires. La superficie totale de la demande couvre 67,9 ha.

Par rapport au périmètre autorisé en 2002 (44,1 ha) :

- 1,9 ha ont été réaménagés et abandonnés,
- 15,2 ha ont été exploités : une partie est réaménagée, remise en culture, et fera l'objet d'un abandon lorsque les conditions seront réunies ; une autre partie est encore occupée par le bassin de décantation et l'activité de remblayage,
- La surface occupée par les installations ne varie pas,
- Une douzaine d'hectares n'a pas été exploitée et le sera dans le cadre de la présente demande,
- L'extension est demandée pour 25,2 ha.
- Le carreau de la carrière est fixé à 109 m NGF, soit 11 mètres au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues de la nappe de Beauce dans ce secteur (97,5 m NGF) ;

Le mode d'extraction et les cadences de production restent les mêmes, à savoir une production moyenne de 187 000 tonnes et une production maximale de 220 000 tonnes.



Au titre de la loi sur l'eau :

Prélèvements :

L'exploitation du site comprend le lavage des matériaux et nécessite donc de l'eau. Le système de lavage prévoit un recyclage intégral des eaux après décantation accélérée par floculation, mais des pertes seront tout de même à compenser (évaporation, humidité résiduelle dans les matériaux produits et eau contenue dans les boues remises en remblai).

La demande comprend par conséquent un prélèvement d'eau dans la nappe des calcaires de Beauce afin de compenser ses pertes. Le volume maximal annuel prélevé demandé est de 52 000 m³ conformément à l'autorisation déjà obtenue en 1999 lors de la création du forage.

Le débit maximal de la pompe est de 30 m³/h.

Rejets :

Le seul rejet canalisé de la carrière est la sortie du débourbeur/déshuileur prévu pour traiter les effluents ou eaux pluviales collectées par la plate-forme étanche prévue pour le ravitaillement et l'entretien des engins. Partout ailleurs sur le site, les eaux pluviales s'infiltreront naturellement sur le sol perméable.

Les eaux usées des vestiaires seront traitées par un assainissement autonome entretenu et vidangé conformément à la réglementation.

1.5. Cadre administratif de l'instruction

En application de l'article R181-46 du code de l'environnement la demande de renouvellement et d'extension pour 15 années supplémentaires d'exploitation constitue une modification substantielle du projet initial.

L'extension portant sur une surface supérieure à 25 ha, le dossier de demande de l'exploitant est soumis à évaluation environnementale systématique conformément au tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

Le dossier est donc instruit selon la procédure d'autorisation environnementale unique complète avec évaluation environnementale, avis de l'autorité environnementale et une enquête publique de 1 mois minimum.

1.6. Maîtrise foncière

La société SAS N. CRAMBES ne possède pas les parcelles d'implantation de la carrière, mais les occupe moyennant le paiement d'un droit de forage auprès de deux propriétaires.

2. PROCÉDURE D'INSTRUCTION

2.1. Avis conformes et consultatifs obligatoires

En vertu des dispositions des articles R. 181-18 à R. 181-33 du code de l'environnement, la présente demande a fait l'objet des avis conformes et consultatifs présentés dans le tableau ci-dessous.

Après analyse de la première version du dossier, une demande de compléments a été adressée par l'inspection des installations classées au porteur de projet par courrier du 19 février 2018.

Des compléments ont été apportés au dossier par le pétitionnaire par dépôt à la direction départementale de la protection des populations le 11 avril 2018.

Thématique	Nom du service	Date de saisine initiale	Date de contribution	Avis	Date de saisine dossier complété	Date de contribution	Avis
Eau	Commission locale de l'eau	10/01/2018	13/02/2018	Favorable	-	-	-
Eau	DDT du Loiret	10/01/2018	08/02/2018	Demande de compléments	11/04/2018	25/04/2018	Dossier recevable
Origine et Qualité	Institut National de l'Origine et de la Qualité	10/01/2018	22/01/2018	Favorable	-	-	-
Espèces Protégées	DDT du Loiret	10/01/2018	-	-	-	-	-
Urbanisme	DDT du Loiret	10/01/2018	-	-	-	-	-
Aspects sanitaires	ARS	10/01/2018	08/02/2018	Favorable			

2.2. Évaluation environnementale

Le présent projet est soumis à évaluation environnementale en vertu de la rubrique n° 2510 (exploitation de carrière) du tableau annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement.

L'autorité environnementale a émis le 25 mai 2018 un avis sur le dossier de demande d'autorisation environnementale. Cet avis a été joint au dossier lors de l'enquête publique. Ses conclusions sont reprises ci-dessous :

« Le contenu de l'étude d'impact et de l'étude de dangers est globalement proportionné au projet et aux enjeux en présence, et permet d'apprécier de façon satisfaisante les impacts du projet sur l'environnement et la pertinence des mesures prises pour les limiter.

Le dossier prend bien en compte les incidences directes, indirectes, permanentes ou temporaires du projet sur l'ensemble des enjeux environnementaux identifiés.

Toutefois, l'autorité environnementale recommande que :

- l'exploitant fournisse les résultats des mesures des retombées de poussières dans l'environnement effectuées au titre de l'année 2018 ;
- l'exploitant fournisse les résultats des mesures de vibrations réalisées sur site lors des tirs de mine ;
- l'exploitant fournisse dans son dossier les copies de :
 - l'arrêté préfectoral de 1999 qui autorise le forage actuel de la carrière et le prélèvement de 52 000 m³ par an ;
 - l'évaluation d'incidence du pompage à 30 m³/h sur les puits voisins de la carrière, produite pour obtenir autorisation du forage. »

L'avis de l'autorité environnementale a été transmis au porteur de projet par courrier du 1^{er} juin 2018.

La société SAS N. CRAMBES a répondu aux recommandations de l'autorité environnementale le 26 juin 2018 en transmettant :

- Le plan de surveillance des émissions de poussières ;
- Le rapport de mesures de retombées de poussières – état initial de juin 2018 ;
- La copie de l'arrêté d'exploitation de 1999 ;
- la copie de la notice d'incidence réalisée par le bureau d'étude Antéa relative à la mise en exploitation ;

S'agissant des mesures de vibrations, le demandeur a répondu de la manière suivante :

« Du fait de la configuration actuelle de l'exploitation, l'exploitant n'a pas réalisé de tir d'explosifs depuis le début de l'année 2018 et ne devrait pas en réaliser avant septembre 2018. il sera donc dans l'impossibilité de fournir des mesures de vibrations. Cependant, l'exploitant indique qu'il n'est pas prévu de modifier les plans de tir réalisés depuis 1991 et qui n'ont donné lieu à aucune remarque jusqu'à ce jour. »

L'ensemble de ces éléments de réponse a été joint au dossier présenté lors de l'enquête publique.

2.3. Enquête publique

L'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 5 juin 2018 s'est déroulée du 29 juin 2018 au 28 juillet 2018 inclus.

L'enquête publique a concerné les communes du Loiret suivantes :

- DADONVILLE,
- ASCOUX,
- BONDAROY,
- BOUILLY-EN-GATINAIS,
- ESTOUY,
- PITHIVIERS,
- YEVRE-LA-VILLE.

Dans le cadre de cette enquête publique, 1 personne s'est déplacée pour déposer une observation sur le registre tenu à la disposition du public en Mairie de Dadonville. Cette personne a signé le registre en qualité de secrétaire du Mouvement National de Lutte pour l'Environnement 45 (MNLE 45).

Cette unique observation propose de modifier les conditions de remise en état du site après exploitation afin de permettre un meilleur retour à l'usage agricole (fertilité des terres restituées). Selon cette personne, la stérilité des matériaux inertes employés pour remblayer le site appauvrit la qualité du sol et les échanges entre le substrat et la terre végétale et incite les agriculteurs à employer davantage d'engrais chimiques. Afin d'éviter cela, elle propose deux mesures :

- le recyclage intégral des déchets du BTP après concassage pour réemploi ;
- ne pas combler la fouille et régaler la terre végétale directement sur le substrat rocheux (calcaire) ;

2.4. Réponses apportées par le pétitionnaire

Suite aux observations et interrogations exprimées par le public et contenues dans le registre d'enquête publique, le commissaire a remis ses questions au porteur de projet le 03 août 2018.

Ce dernier lui a apporté les réponses oralement. Ces réponses ont été reprises par le commissaire enquêteur dans son rapport et sont synthétisées ci-dessous :

- les déchets du BTP qui arrivent en remblais sur la carrière proviennent soit de travaux publics de voirie, soit du bâtiment et sont ceux qui ne peuvent être recyclés, car ils sont très hétérogènes et constitués pour partie de matières non recyclables (tuiles, briques, etc.) ;
- tous ces matériaux ne contiennent pas de produits dangereux ou polluants et sont contrôlés à l'entrée de la carrière ;
- La terre végétale n'est pas déposée directement sur les déchets inertes. Les stériles de découverte constitués de limons des plateaux sont déposés entre le remblai de matériaux inertes extérieurs et la terre végétale. Les limons des plateaux et l'humus ont une épaisseur

cumulée de 2 mètres ce qui paraît suffisant et similaire aux espaces voisins dédiés à l'activité agricole.

- Dans les zones déjà reconstituées et rendues à l'usage agricole (15 ha) avec une épaisseur de 1,5 m de limons et 50 cm de terre végétale, il a été constaté une baisse passagère des rendements mais avec un retour progressif à la normale. Il n'a pas été constaté de tassement significatif.

2.5. Avis du commissaire enquêteur

Les conclusions du commissaire enquêteur sont les suivantes :

- La société exploite les terrains contre le paiement d'un droit de forage ;
- Le périmètre d'exploitation est compatible avec le PLU de la commune de Dadonville ;
- Une procédure de réception des matériaux inertes est établie et les matériaux reçus sont contrôlés ;
- Les eaux de pluies s'infiltrent sur site et les eaux de procédés sont intégralement recyclées ;
- Le personnel est formé aux moyens d'intervention en cas d'accident ou d'incident ;
- Le réaménagement consiste au remblaiement avec des déchets inertes, puis des stériles d'exploitation, des limons des plateaux, et la couche d'humus ;
- La parcelle peut être remise en culture après exploitation ;
- La société SAS N. CRAMBES a toutes les capacités financières nécessaires à l'exploitation du site ;
- Le conseil municipal de Dadonville a voté à l'unanimité en faveur du projet ;
- L'exploitation de cette carrière produit des matériaux qui se substituent aux matériaux alluvionnaires ;
- La carrière emploie 6 à 7 personnes à temps plein ;
- La société SAS N. CRAMBES fournit des matériaux aux entreprises du secteur permettant ainsi d'éviter un apport lointain ayant un impact négatif sur l'environnement (émission de CO₂, entretien des routes, coût de transport, etc.) ;

Son avis final est le suivant :

« J'émet un avis favorable à la réalisation du projet présenté par la société SAS N. CRAMBES »

2.6. Avis des conseils municipaux et des collectivités territoriales, ainsi que leurs groupements, intéressés

Seul M. Le Maire de Dadonville a remis un avis favorable, joint au dossier demande de la société SAS N. CRAMBES.

Tous les conseils municipaux des communes situées dans le rayon d'affichage ainsi que la communauté de communes du Pithivrais ont été consultées mais n'ont pas remis d'avis.

Le conseil départemental du Loiret a également été consulté pour avis. Par courrier du 26 juillet 2018, il a rendu un avis favorable sous réserve de la prise en charge par l'exploitant d'aménagements légers du carrefour et de l'implantation d'une signalisation lumineuse sur la RD 950.

Les demandes du conseil départemental ont été reprises dans les prescriptions du projet d'arrêté préfectoral joint au présent rapport (cf. chapitre 3.2 du présent rapport).

3. MESURES PRISES POUR PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT DU SITE

3.1. Dispositions retenues dans l'arrêté en référence au dossier déposé par le pétitionnaire

Le projet consiste en l'exploitation d'une carrière de calcaire avec des méthodes d'extraction (abattage à l'explosif, puis chargement à la pelle mécanique) et de traitement des matériaux (concassage, criblage, lavage) classiques.

La carrière est déjà existante et est située au milieu de champs agricoles en bordure de la RD 950 avec toutefois une habitation proche, la ferme de Secval (300 m à l'ouest), habitée par le propriétaire des terres exploitées et bénéficiaire du contrat de forage. L'habitation bien que proche, n'est pas située sous les vents dominants.

Les enjeux environnementaux du projet sont donc ceux que l'on retrouve habituellement pour ce type d'exploitation :

- Le contrôle et la réduction de la consommation d'eau utilisée pour le lavage des matériaux (préservation de la ressource) ;
- la maîtrise du risque de pollution des eaux superficielles et souterraines notamment à travers la maîtrise de la qualité des matériaux acceptés en remblai ;

- la limitation et le contrôle des émissions de poussières dans l'atmosphère ;
- la limitation des nuisances sonores ;
- la maîtrise des risques dus à l'utilisation d'explosifs pour l'abattage des matériaux ;
- la préservation de la biodiversité présente sur le site
- l'intégration dans le paysage ;
- la remise en état du site ;

Maîtrise des consommations d'eau :

L'arrêté reprend et fixe le volume maximal de prélèvement annuel de 52 000 m³, conformément à l'autorisation que l'exploitant avait déjà obtenu lors de la création de son forage en 1999. (cf. article 4.1.1 du projet d'AP).

Conformément à la réglementation nationale, il prescrit également le recyclage intégral des eaux utilisées pour le lavage des matériaux (cf. article 8.2.1 du projet d'AP), ce qui contribuera, comme c'est déjà le cas aujourd'hui, à réduire fortement les quantités d'eau consommées pour cette activité.

L'arrêté prévoit également le relevé mensuel des niveaux d'eau dans les piézomètres implantés en amont et en aval du site afin de détecter une éventuelle influence du pompage sur le niveau de la nappe (cf. article 9.2.3.5 du projet d'AP).

Maîtrise du risque de pollution des eaux superficielles et souterraines :

L'arrêté reprend toutes les mesures classiques de protection vis-à-vis du risque de pollution accidentelle (Cf. article 7.4 du projet d'AP) telles que :

- la mise en place de rétention autour des contenants de produits dangereux (article 7.4.3 du projet d'AP) ;
- L'obligation de réaliser les opérations d'approvisionnement ou d'entretien des engins sur plateforme étanche équipée d'un système de collecte des effluents et des eaux pluviales relié à un dispositif de traitement (débourbeur/déshuileur avec obturation automatique) (cf. article 7.4.5 du projet d'AP) ;
- La surveillance et l'entretien régulier du débourbeur/déshuileur (cf. article 4.3.4 du projet d'AP) ;
- Élaboration et mise en œuvre de procédures d'intervention rapides en cas de déversement accidentel, avec formation des agents du site (cf. article 2.1.3 du projet d'AP) ;
- l'obligation de disposer en permanence sur site des matériels nécessaires à une intervention rapide de dépollution (absorbants, kits de dépollution notamment) (cf. article 2.5.1 du projet d'AP) ;

Il convient de noter que les quantités de produits potentiellement polluant par déversement accidentel sont très faibles (réservoir d'engin) puisque le site ne comporte pas de cuve de carburant ni de stockage de produits d'entretien des engins (huiles ou autres).

Il convient de préciser également que bien que le projet soit soumis au régime de l'autorisation sous la rubrique n°2.1.5.0 relative au rejet d'eaux pluviales, son impact est minime sur ce point. Le critère de classement pris en compte réglementairement pour cette rubrique est la surface totale du projet (67,9 ha) qui est importante. Toutefois la quasi-intégralité du site restera en perméabilité naturelle avec infiltration directe des eaux pluviales sans traverser de matériaux potentiellement pollués par l'activité de la carrière. Les surfaces étanches susceptibles d'être souillées par des huiles ou hydrocarbures seront collectées et reliées à un système de traitement avant rejet comme décrit ci-dessus.

S'agissant de l'utilisation de floculant pour accélérer la décantation, l'arrêté préfectoral reprend les prescriptions nationales issues de la Directive 1999/45/EC sur les préparations dangereuses. Les floculants contenant des polyacrylamides n'étant considérés comme potentiellement cancérigènes et dangereux que si la teneur résiduelle en acrylamide est supérieure à 0,1%, l'arrêté préfectoral impose le respect de cette valeur seuil, comme c'était déjà le cas pour l'exploitation existante (cf. article 8.2.3 du projet d'AP).

L'arrêté prévoit également la surveillance régulière de la qualité des eaux superficielles en sortie du séparateur à hydrocarbures (périodicité annuelle) et des eaux souterraines prélevées dans les piézomètres en amont et en aval du site (périodicité bisannuelle, en périodes de hautes et de basses eaux)(cf. article 9.2.3.5 du projet d'AP).

Enfin, toutes les mesures de la réglementation nationale relatives à la procédure d'acceptation et au contrôle de la qualité des matériaux inertes utilisés en remblai sont reprises dans le projet d'arrêté (cf. article 2.4.3.2 du projet d'AP).

Limitation des émissions de poussières dans l'atmosphère :

L'arrêté préfectoral impose l'objectif de réduction des émissions de poussière et prévoit toutes les mesures de réduction à la source prévues par la réglementation nationale sur les carrières (articles 3.1.2, 3.1.3 et 8.1.4 du projet d'AP) : arrosage des pistes si nécessaire en cas de temps sec et lavage des roues, réduction de la vitesse de circulation sur le site, revêtement des pistes d'accès au site, bâchage des camions transportant les matériaux les plus fins, mise en place d'écran de végétation si nécessaire, etc.

D'autre part les émissions de poussières dans l'atmosphère seront contrôlées trimestriellement dans le cadre de la mise en œuvre du plan de surveillance des émissions de poussières imposé par la réglementation nationale et reprise dans l'arrêté (Cf. article 9.2.1.1 du projet d'AP).

Maîtrise des risques dus à l'utilisation d'explosifs : (Cf. article 2.3.3 du projet d'AP)

Sur la base de l'étude de dangers fournie en avec le dossier de demande d'autorisation, l'arrêté préfectoral prévoit les mesures suivantes relative à l'utilisation normale des explosifs :

- Recours à des entreprises spécialisées tant pour le transport que la mise en œuvre des explosifs ;
- standardisation des tirs conformément aux hypothèses retenues dans l'étude de dangers ;
- Surveillance et contrôle des accès sur la zone pouvant être impactée lors des tirs ;
- Avertissement sonore avant le tir ;
- Interdiction de stockage d'explosif sur le site ;
- Vigilance particulière à l'approche de la ferme de Secval ;
- Limitation de la quantité maximale pouvant se trouver sur le site à 1000 kg ;
- Règles de transport et de manutention des explosifs sur le site ;

Une prescription particulière est également prévue pour se prémunir du risque d'explosion accidentelle de la quantité maximale d'explosif pouvant être présente sur le site (1 000 Kg) en prévoyant l'éloignement nécessaire (100 m) entre la limite de site et le stock d'explosif afin que l'habitation voisine (la ferme de Secval) et la RD 950 ne soient pas menacées par des effets létaux en cas d'explosion accidentelle. Cette prescription permet également d'éviter que les effets irréversibles atteignent la ferme de Secval.

D'autre part, l'arrêté préfectoral prévoit la réalisation de mesures de vibrations annuelles sur les habitations proches (notamment la ferme de Secval) (articles 6.3 et 9.2.6 du projet d'AP)

À noter, que même la ferme de Secval, habitation la plus proche située à 300 m à l'ouest du site, ne peut être atteinte par les projections issues des tirs de mines. De plus, il n'y a pas d'autres habitations suffisamment proches pour être potentiellement impactées par une explosion accidentelle (surpression, projections).

Préservation de la biodiversité présente sur le site : (cf. Titre 10 du projet d'AP)

L'analyse de l'état initial a révélé peu d'enjeu sur le site en termes de biodiversité.

Sur la Flore : absence d'habitats présentant un enjeu de conservation et d'espèces floristiques présentant un enjeu de conservation et/ou protégées.

Sur la Faune : présence potentielle d'habitats de reproduction/alimentation pour plusieurs espèces présentant un enjeu régional de conservation modéré (fort pour quelques oiseaux) : Alyte accoucheur, Lézard des murailles, Alouette des champs, Busard Saint-Martin, Bruant proyer, Chardonneret élégant, Linotte mélodieuse, Tarier pâtre, Tourterelle des bois, Vanneau huppé.

Conformément aux mesures de préservations proposée dans le dossier de demande de l'exploitant, les prescriptions suivantes proposées par l'exploitant figurent dans le projet d'arrêté préfectoral :

- Assurer la surveillance et la gestion des espèces exotiques envahissantes ;
- Adapter la période des travaux de décapage ou de remise en état en fonction des périodes de reproduction (protection des oiseaux) ou d'hibernation des animaux (batraciens, reptiles) ;
- Rechercher et déplacer si nécessaire les amphibiens remarquables et spécifiquement l'alyte accoucheur avant la remise en état finale des deux bassins de décantation prévus au cours de l'exploitation (avec demande préalable de dérogation de déplacement d'espèces protégées) ;
- La sensibilisation du personnel de la carrière sur les enjeux écologiques du site ;

- La mise en place de pierriers durant l'exploitation du site afin de créer des habitats propices à la faune locale (pour les reptiles);
- Assurer un suivi des la faune et de la flore tous les deux ans.

La remise en état du site se fera de manière coordonnée (en suivant l'avancement de l'extraction) afin de limiter l'impact de la carrière. Ainsi la création ou la remise en place de haies ou pierriers seront réalisées tout au long de l'exploitation lorsque des zones déjà exploitées seront réaménagées de manière définitive. (voir chapitre remise en état ci-dessous)

Intégration dans le paysage ; (Cf. article 2.6 du projet d'AP)

L'arrêté préfectoral prévoit les mesures suivantes afin de limiter l'impact paysager du projet :

- Limitation de la hauteur des tas de stockage de matériaux à 128 m NGF, soit 6 à 7 mètres au-dessus du terrain naturel, avec arrêt immédiat de l'approvisionnement en matériaux extérieurs dès que cette côte est dépassée ;
- Mise en place de merlons paysagers de 2 mètres autour de l'installation de traitement des matériaux (qui est posée en fond de fouille), ainsi que sur le bord sud de l'exploitation afin de limiter l'impact visuel depuis la RD 950 ;
- Remise en peinture du silo de la centrale à béton appartenant à l'exploitant et située en bordure de site avec une couleur « discrète » (aujourd'hui ce silo est orange).

Remise en état du site ; (chapitre 2.4 du projet d'AP)

L'arrêté préfectoral prévoit la constitution de garanties financières qui pourront être mobilisées en cas de défaillance de l'exploitant pour réaliser la remise en état du site.

Cette remise en état prévoit un retour à l'usage agricole des terrains qui auront été exploités après leur remblaiement par des matériaux inertes d'apport extérieur, les stériles de découverte (limons), et une couche de 50 cm de terre végétale.

La remise en état sera réalisée de manière coordonnée à l'avancement de l'exploitation de la carrière afin de limiter son impact cumulé. Elle devra être achevée 6 mois avant l'échéance de l'autorisation.

Elle prévoit la reconstitution ou la création d'aménagements à vocation biologiques (haies, pierriers, etc.).

L'arrêté préfectoral décrit précisément (implantation et nature) les haies à gibier à reconstituer. (article 2.4.3.3 du projet d'AP)

3.2. Propositions supplémentaires introduites dans l'arrêté

Suite à l'avis du conseil départemental, des prescriptions supplémentaires permettant de prendre en compte les demandes formulées pour l'aménagement du carrefour et la sécurité routière sur la RD 950 ont été intégrées :

- Bordurage aux abords du carrefour ;
- Revêtement de la piste d'accès aux abords de la RD950 ;
- Signalisation lumineuse aux abords du carrefour sur le RD 950.

L'exploitant aura la charge de leur mise en place et de leur entretien.

3.2.1. En relation avec la procédure d'instruction

Les questions soulevées par l'observation déposée durant l'enquête publique sur la reconstitution du sol après exploitation sont traitées par les prescriptions relatives à la remise en état (article 2.4.3.2.1 du projet d'AP) qui prévoient que les limons décapés en dessous de la terre végétale puis stockés en tant que stériles d'exploitation, seront mis en remblai entre les matériaux inertes d'apport extérieur et la couche de terre végétale.

4. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS

Au vu des éléments fournis par la société SAS N. CRAMBES dans son dossier de demande d'autorisation environnementale et ses compléments, des avis formulés lors de la consultation du public et des services de l'État et des réponses apportées par le pétitionnaire,

CONSIDÉRANT :

- que l'activité projetée relève du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées et est répertoriée à la rubrique 2510 de la nomenclature des installations classées ;
- que la demande d'autorisation a été instruite suivant les dispositions du titre VIII du livre 1^{er} de la partie réglementaire du code de l'environnement ;
- que le projet est compatible avec le schéma départemental des carrières du Loiret ;
- que le projet est compatible avec le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands ;
- que le projet est compatible avec le schéma d'aménagement et de gestion des eaux de la nappe de Beauce et de ses milieux aquatiques associés ;
- que l'installation de traitement et de lavage des matériaux est équipée de système permettant le recyclage des eaux de procédé ;
- qu'un volume de prélèvement maximal de 52 000 m³/an est prévu par le présent arrêté ;
- que le mode d'exploitation prévu comporte les mesures de réduction du risque de pollution par déversement accidentel et que les produits susceptibles d'être à l'origine d'une pollution seront présents en très faible quantité sur le site ;
- que le carreau de la carrière est fixé à 109m NGF, soit 11 mètres au-dessus du niveau des plus hautes eaux connues de la nappe de Beauce dans ce secteur (97,5 m NGF) ;
- que les flocculants qui seront utilisés sur le site répondent à la réglementation européenne et nationale et peuvent ainsi être considérés comme produits non dangereux ;
- que les mesures de réduction des émissions de poussières appropriées sont prévues et prescrites dans le présent arrêté préfectoral ;
- que le risque de fissuration des habitations engendré par les vibrations émises lors des tirs de mines est bien pris en compte et que des mesures de contrôle annuelles sont prévues par le présent arrêté préfectoral ;
- les mesures de surveillance, les règles et les distances de sécurité prescrites dans le présent arrêté pour les tirs de mines ;
- les craintes relatives à la baisse de rendement des terres agricoles restituées à l'issue de l'exploitation exprimées par le Mouvement National de Lutte pour L'environnement au cours de l'enquête publique ;
- la réponse apportée à ces craintes par la SAS N. CRAMBES et le commissaire enquêteur ainsi que les prescriptions complémentaires rajoutées dans l'arrêté préfectoral sur la remise en état du site ;
- les mesures de contrôle de la qualité des matériaux inertes entrant prescrites dans le présent arrêté ;
- les mesures périodiques des retombées de poussières dans l'environnement, de bruit, de surveillance de la qualité des eaux superficielles et souterraines prescrites dans le présent arrêté ;
- les aménagements routiers demandés par le conseil départemental du Loiret, prescrits dans le présent arrêté ;
- les aménagements paysagers proposés par l'exploitant prescrites dans le présent arrêté préfectoral ;
- les mesures de préservation de la biodiversité proposées par l'exploitant prescrites dans le présent arrêté préfectoral ;
- que la remise en état prévue permet un retour des terrains à l'usage agricole ;
- que le projet est situé en dehors de toute zone inondable ;
- que des garanties financières doivent être constituées afin de permettre le réaménagement de la carrière, en cas de défaillance ou de disparition juridique de l'exploitant, conformément aux dispositions des articles R. 516-1 et suivants du Code de l'Environnement ;
- qu'en application des dispositions de l'article L. 512-1 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les conditions d'aménagement et d'exploitation fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation doivent tenir compte, d'une part, de l'efficacité des techniques disponibles et de leur économie, d'autre part de la qualité, de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants, ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau ;
- que les prescriptions du présent arrêté préfectoral permettent de répondre aux deux alinéas précédents ;
- que la carrière est exploitée depuis plus de 15 ans avec le mode d'exploitation prévu dans le présent arrêté et qu'aucune pollution ou autre incident environnemental n'est à déplorer depuis ;

L'inspection des installations classées considère que les mesures envisagées sont de nature à prévenir les nuisances vis-à-vis de l'environnement et des tiers, et de limiter les risques tout au long de la vie de la carrière projetée par la société SAS N. CRAMBES sur le territoire de la commune de Dadonville.

Dans ces conditions, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet du Loiret d'accorder l'autorisation environnementale sollicitée par la société SAS N. CRAMBES, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral annexé au présent rapport.

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, la note de présentation non technique de la présente demande d'autorisation environnementale et les conclusions motivées du commissaire-enquêteur sont transmis, dans les 15 jours suivant la réception du rapport d'enquête publique, pour information à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation « carrière ».

En application de l'article R 181-39 du Code de l'environnement, les dispositions du projet d'arrêté préfectoral peuvent être présentés à la commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, en formation « carrière ».

L'inspecteur de l'environnement,

Signé

Vu et transmis avec avis conforme
À Monsieur le Préfet du Loiret

Signé